



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>  
[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Bibliographie

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Bibliographie. In: Économie rurale. N°109, 1975. pp. 48-52;

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1975\\_num\\_109\\_1\\_2383](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1975_num_109_1_2383)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# BIBLIOGRAPHIE

## BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles et ouvrages sont classés selon le cadre suivant :

1. Recherche - Enseignement.
2. Economie générale.
3. Gestion et programmation dans l'entreprise.
4. Statistique, méthode et enquêtes.
5. Offre agricole.
6. Débouchés - Consommation.
7. Commercialisation.
8. Prix et revenus.
9. Coopération.
10. Organisations professionnelles.
11. Structures.
12. Institutions - Législation.
13. Sociologie.
14. Démographie.
15. Histoire.
16. Croissance et développement.
17. Planification.
18. Investissements - Financement.
19. Politique agricole.
20. Marché commun.
21. Commerce international.
22. Agricultures étrangères.
23. Etudes par produit.
24. Espace - Environnement.

### 2. Economie générale.

MAZIER (J.). — Les prix dans les modèles macro-économiques appliqués : détermination implicite ou explicite. — *R. Econ.* 26 (3) mai 1975, 447-477, graph., réf. bibliogr.

*La théorie de l'inflation sous-jacente ou « théorie établie » par la détermination des prix et plus particulièrement du couple prix-salaire. Les limites de cette approche. Les modèles macro-économiques appliqués à partir d'une détermination implicite des prix. Une illustration possible, le modèle STAR, donne une explication assez synthétique de l'inflation. Inflation par les coûts salariaux, par les profits, par la demande et par les crédits.*

Rapport sur les comptes de la Nation 1974. — *Coll. de l'INSEE* (33-34) juin 1975, 165 + 167 + 178 p., tabl., ann.

1. *Le rapport*
2. *Les tableaux commentés*
3. *Les comptes et agrégats*

### 3. Gestion et programmation dans l'entreprise.

BROSSIER (J.), de la VAISSIERE (P.). — La préférence entre le présent et le futur dans un pro-

gramme linéaire multipériodique. (Influence du taux d'intérêt et d'une fonction de consommation sur les valeurs d'usage des variables financières). — *B. Inform. Dép. Econ. Sociol. rur.* (1) 1974, 45-64, tabl., graph., réf. bibliogr.

*Etude de l'influence du taux d'intérêt et d'une fonction de consommation de type keynésien, sur les valeurs d'usage du stock de liquidités et du financement à court terme dans un modèle de programmation linéaire multipériodique d'une exploitation agricole-type du Bassin parisien. Mise en évidence de taux d'actualisation internes au modèle. En relation avec le concept de coût d'opportunité, le coût de financement apparaît lié à la valorisation marginale des ressources financières. Ces résultats sont éclairés par la théorie du contrôle optimal de Pontryagin.*

### 4. Statistique, méthode et enquêtes.

LAURENT (Cl.). — Les prévisions relatives aux structures des exploitations agricoles. — *C. R. Acad. Agric.* 60 (17) n° spéc., 4 décembre 1975, 1270-1293, tabl.

*Discussion : Klatzmann, Pluvinage, Letard.*

## 6. Débouchés - Consommation.

MARC (P.). — Alimentation animale 1973. Matières premières consommées par les industriels fabriquant des aliments composés. — Paris, Ministère de l'Agriculture, SCEES, Industries agricoles et alimentaires (103) avril 1975, 35 p., cartes, tabl.

*Ventilation des matières premières consommées, France entière ; analyse des établissements selon la taille, France entière, régions, départements ; répartition selon la forme juridique.*

THOMSON (A.-M.). — A cross country analysis of changing nutrition patterns. — *Food Res. Inst. Stud.* 13 (3) 1974, 275-284.

*La méthodologie de cette recherche s'appuie sur les travaux de R. Weisskoff et de Houthakker.*

## 7. Commercialisation.

BIGNON (Ch.). — Rapport fait au nom de la Commission d'enquête parlementaire ayant pour objet de déterminer avec précision les pratiques dans les circuits intérieurs de commercialisation des viandes ; les problèmes posés par les importations et les exportations de viandes, les problèmes posés par les importations des œufs et poulets et enfin les rapports entre les circuits intérieurs et les circuits extérieurs des viandes, ainsi que les interventions de l'Etat. — Assemblée Nationale, n° 1553, annexe au procès-verbal de la séance du 17 avril 1975, 147 p.

## 9. Coopération.

QUINQ (M.). — Dénombrement des créations et dispositions d'organismes coopératifs de 1965 à 1971. — Paris, Ministère de l'Agriculture, SCEES. IAA (101) janvier 1975, 40 p., tabl.

*Série de tableaux mettant à jour l'étude sur les mouvements de restructuration dans la coopération agricole de 1965-1970, publiée en novembre 1972. Dénombrement des créations et des disparitions d'organismes classés selon le secteur d'activité de l'organisme disparu, sa forme juridique, sa localisation et l'année de l'événement. La moitié de ces disparitions sont des absorptions, des fusions ou un renouvellement d'organismes.*

## 11. Structures.

Le financement du foncier : clé d'une agriculture évolutive. — In : Assemblée générale de la Caisse nationale de crédit agricole 18 juin 1975. — *Economie et finances agricoles* (n° spéc.) juin 1975, 28 p., graph., tabl.

## 12. Institutions. Législation.

CHAUMONT (Ch.). — L'ONU. — Paris, PUF, 1974, 128 p. (*Que sais-je ?* 748).

*Organisation des Nations Unies : composition, structure, mode de fonctionnement, nature juridique.*

*Les activités dans le domaine du maintien de la paix, du progrès technique, économique et juridique.*

## 16. Croissance et développement.

Diffusion (La) des innovations en milieu rural. — *Pour* (40) 1975, 1-149 (n° spécial).

I - *L'innovation, une attitude ?*

II - *L'innovation en agriculture et les actions de développement, points de vue d'agricultures et de techniciens agricoles.*

III - *L'évolution des structures de la vulgarisation et du développement agricole en France.*

IV - *Comment les innovations sont-elles diffusées en milieu rural ?*

V - *La formation des conseillers agricoles : quel conseiller ? Pour quel développement ?*

## 18. Investissements - Financement.

MARTIN (E.), BERTRAND (M.). — Les tableaux de financement des sociétés privées 1968-1969. — *Coll. INSEE* (E 28) avril 1975, 88 p., tabl.

*Présentation sous forme de tableaux des comptes de production, d'exploitation de résultats des sociétés industrielles privées. Tableaux de financement. Compte de production, d'exploitation, compte de résultats. Tableaux de financement.*

## 19. Politique agricole.

MAZOYER (M.). — Essai d'appréciation des conditions d'application et des résultats d'une politique de réforme en agriculture dans les régions agricoles difficiles. — Commission des C.E. *Inform. internes sur l'agric.* (138) décembre 1974, 183 p., tabl., graph., cartes, ann.

*La politique de réforme en agriculture menée par la Commission des CE en 1972 dans les régions défavorisées. Le cas du canton de Lorme dans la Nièvre. Situation actuelle de l'économie agricole de la région et évolution prévisible autour de 1985 des structures et de la population agricole. Etude des résultats des mesures de restructuration et de développement des exploitations agricoles permettant d'atteindre le revenu de référence.*

## 19. Politique agricole.

RAMBAUD (P.), CAROF (A.), LAGRAVE (R.-M.). — La politique à l'égard des agriculteurs âgés. Un

aspect : l'indemnité viagère de départ. — Paris, EPHE VI, 1974, 105 p., tabl., cartes, ann., réf.

*Les partenaires sociaux ; les bénéficiaires de l'IVD.*

*Les diversités régionales. Les comportements des bénéficiaires de l'IVD.*

*Résultats et perspectives. L'évolution de la réglementation de l'IVD.*

## 20. Marché commun.

RAINELLI (P.), KERBAOL (M.). — Analyse régionale des structures socio-économiques agricoles. Essai de typologie régionale pour la Communauté des Six. Partie I : Rapport. — *Inform. internes sur l'Agric.* (139) janvier 1975, 225 p. + ann., graph., cartes.

*Cette étude porte sur la situation de l'agriculture au plan régional, compte tenu du contexte économique. Elle répond essentiellement à deux objectifs :*

1) *la caractérisation de l'agriculture selon les circonscriptions de base, ceci devant permettre la mise en évidence de zones souffrant de déséquilibres structurels sur le plan agricole ;*

2) *la différenciation des régions de la CEE en fonction de leurs caractéristiques économiques générales, cela conduisant à voir les disparités régionales.*

## 21. Commerce international.

LAVIGNE (M.). — Le programme du COMECON et l'intégration socialiste. — Paris, Cujas, 1973, 389 p., tabl., réf. bibliogr., ind.

*Les partenaires du COMECON. Son programme, son fonctionnement, les institutions, statut juridique. La politique du COMECON, réduction des inégalités, coopé-*

*ration technique, scientifique et industrielle ; aide au développement. Le commerce extérieur ; structure des prix. L'OEI et l'OIG.*

## 24. Espace. Environnement.

PRUD'HOMME (R.), ROCHEFORT (Ph.), NICOL (Cl.). — La répartition spatiale des fonds budgétaires. — *R. Econ. Pol.* 85 (1) janvier-février 1975, 38-59, tabl., carte, réf.

*Le budget de l'Etat en tant que redistribution des revenus entre les différents départements ou régions ou groupes de villes. Les difficultés conceptuelles de l'analyse de la spatialisation. Les recettes et les dépenses budgétaires. La méthode retenue pour cette étude et la présentation des résultats obtenus.*

SCHMIDT (P.). — Die finanzpolitische Landwirtschaftsförderung in Frankreich und Deutschland. Einige allokatons- und verteilungspolitische Überlegungen als Beitrag zur « Bestandsaufnahme » der Europäischen Agrarpolitik. (Les encouragements financiers publics à l'agriculture en France et Allemagne fédérale. Réflexions sur les problèmes de répartition et d'affectation des ressources, pour servir de contribution à un bilan estimatif de la politique agricole européenne.) *Agrarwirtschaft* 24 (5) mai 1975, 117-128, tabl., rés. angl., all.

Symposium on the economics of exhaustible resources. — *R. Econ. Stud.* 1974, 1-152, graph.

*Les problèmes des ressources naturelles épuisables analysés par Dasgupta & Heal, Solow, Manne, Weinstein & Zeckhauser, Henry, Smith, Koopmans, Beckmann, Stiglitz.*

## BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

G. BELLONCLE, Dr G. FOURNIER. — Santé et développement en milieu rural africain, réflexions sur l'expérience nigérienne, Paris, Ed. ouvrières, coll. « développement et civilisation », 1975, 236 p.

La maladie et la mort ne peuvent plus être acceptées aujourd'hui avec résignation : malgré l'imperfection des structures sociales, la possibilité d'appliquer correctement les découvertes scientifiques dans le domaine de la médecine accroît la responsabilité de tous.

On sait que 90 % des décès d'enfants de moins de cinq ans dans l'Afrique Sud-Saharienne sont dus à des causes qui auraient pu être facilement prévenues par des mesures simples (vaccinations, approvisionnement en eau potable, éducation sanitaire et nutritionnelle). On sait également que la production alimentaire ne s'est guère améliorée dans les pays en voie de développement : il faudrait l'augmenter de 4 % par an pour venir à bout de la malnutrition... or elle n'a progressé que de 1 % en 1970-71...

88 % des populations rurales ne disposent pas d'eau saine (OMS - 1970). 80 à 90 % des enfants ne sont pas scolarisés. Tout se passe comme si on avait une bonne connaissance médicale, biologique, des endémies, mais une *profonde méconnaissance des systèmes sociaux*.

Plus que jamais, l'action sanitaire doit être globale et doit considérer tous les aspects biologiques, psychologiques et sociaux dans toute leur complexité. Elle ne peut négliger l'action politique.

Curative, puis préventive, cette action doit également être éducative et sociale. Trois obstacles majeurs gênent le développement : la carence en personnel, l'insuffisante éducation populaire, l'absence de coordination des actions sectorielles.

L'expérience acquise en Afrique par les auteurs montre le rôle capital que jouent ensemble les personnels travaillant dans les zones rurales isolées : ce personnel de première ligne comprend aussi bien le paramédical (hygiénistes, secouristes, matrones) que les instituteurs, les animateurs ruraux, les agronomes et les administrateurs. Ce sont eux qui vivent au contact des populations et savent capter leur confiance.

Le chapitre III montre combien il est indispensable d'évoluer vers une *stratégie générale* de protection sanitaire, *étroitement intégrée* dans les plans nationaux de développement économique. Il est absurde d'organiser un centre de soins aux prématurés, là où le taux de mortalité infantile atteint 100 pour 1.000 ! Irrationnelle est la construction d'hôpitaux luxueux, alors qu'aucun programme de vaccination n'est entrepris !

Le choix des *priorités* est toujours difficile. Les auteurs insistent sur quatre principes : lutter contre les risques dominants (malnutrition, mauvaise hygiène, instabilité familiale), préférer les activités préventives et éducatives à la multiplication des lits d'hôpitaux, former et perfectionner le personnel technique, protéger les groupes sociaux les plus fragiles et les plus menacés : mères, enfants, jeunes.

On appréciera particulièrement les conclusions extrêmement claires qui précisent comment élaborer une *véritable stratégie dans ce domaine sanitaire* : diagnostic sanitaire de l'unité territoriale envisagée (sources statistiques, cahier de

consultation, enquête spécialisée), analyse de sa propre situation *par la population* (point toujours négligé), mise en place d'équipes villageoises de santé (avec formation et rajeunissement des matrones), évaluation permanente et perfectionnement continu, lancement de grandes campagnes de masse.

Un livre attachant et courageux, qui veut se situer concrètement aux frontières de la médecine et de l'économie : le succès du développement ne tient-il pas à la réussite de la synthèse entre action dans la société et dans la santé ?

(Ph. Mainié)

J. BOURRINET. — Salaires et revenus des travailleurs agricoles en Tunisie et en Algérie, BIT, Genève, 144 p., 1975.

Les structures économiques dualistes et la prépondérance d'un secteur traditionnel pèse sur le choix des méthodes d'analyse des revenus agricoles au Maghreb : « Si une élite vit comme les européens au xx<sup>e</sup> siècle, beaucoup de ruraux n'ont pas une vie très différente de celle de leurs ancêtres et les inégalités devant la durée de la vie et les richesses sont considérables ».

En Tunisie, les régions les plus favorisées sont celles où sont implantées les grandes villes. Une forte inégalité apparaît également selon les branches d'activité, au détriment de l'agriculture et de la pêche. Les ouvriers agricoles se trouvent au bas de l'échelle des revenus. L'autoconsommation est évidemment plus importante en milieu rural et les conditions d'existence des ruraux les plus déshérités sont plus que difficiles.

En Algérie, le revenu annuel moyen, en espèces, des urbains est deux fois plus élevé que celui des ruraux. L'écart des revenus entre agriculteurs et cadres moyens va de 1 à 4. Il ne peut être compensé par les avantages en nature et l'autoconsommation des salariés et exploitants agricoles. Ces disparités risquent même de s'accroître. C'est ce qu'indique le rapport général du plan quadriennal 1970-73 : ce sont en effet les emplois créés en dehors de l'agriculture qui constituent la principale source d'accroissement des revenus : les effets sur la croissance du pouvoir d'achat étant quasiment automatiques, il faudra donc instaurer une politique active de redistribution des revenus en faveur des ruraux : limiter le chômage, décentraliser les emplois, aider directement les plus pauvres.

Ces deux études extrêmement fouillées montrent l'influence du dualisme structurel dans les premières phases du développement économique et son effet sur l'inégalité des revenus.

Les moyennes des revenus par habitant dans le secteur agricole sont notablement inférieures aux moyennes nationales, une forte proportion des pauvres sont des paysans. Dans les campagnes, la rareté des services publics gratuits (enseignement, santé, transports...) accentue le phénomène.

Le secteur productif de l'agriculture n'est pas en mesure aujourd'hui d'absorber une charge supplémentaire de main-d'œuvre. Beaucoup d'agriculteurs en sont pratiquement au niveau de survie.

L'intégration du secteur agricole à l'économie nationale est très faible : l'économie de subsistance prédomine sur celle d'échange. L'agriculture étant plus un genre de vie qu'une activité économique, les effets des stimulants économiques ou les effets d'entraînement exercent peu d'influence sur un tel milieu.

L'importance de l'excédent démographique entraîne un profond déséquilibre structurel sur le marché du travail. Dans ces deux pays, il s'agit à court terme d'éviter un exode rural prématuré, malgré l'industrialisation en marche ; la révolution agraire algérienne veut ainsi maintenir le maximum d'hommes à la terre, tout en préparant les structures nouvelles. A moyen terme, le progrès du secteur agricole apparaît comme une condition du développement économique. A long terme, il faudra réduire ce dualisme des structures.

Tout ceci limite extrêmement les possibilités d'améliorer le sort des ruraux. Le renforcement des disparités de revenu qui frappent les ruraux, n'est guère surprenant. Dans les pays du tiers monde où le dualisme est accentué, la croissance s'accompagne d'un processus de paupérisation relative pour la majorité de la population...

Un livre passionnant au total, qui doit figurer dans la bibliothèque de tout économiste rural...

(Ph. Mainié)

J. FREYSSINET, A. MOUNIER. — Les revenus des travailleurs agricoles en Afrique Centrale et Occidentale, BIT, Genève, 118 p., 1975.

Peut-on et faut-il faire croître, et à quel rythme, le revenu des travailleurs de l'agriculture dans les pays d'Afrique Noire ? Le prélèvement du surplus agricole, nécessaire au financement de la croissance, s'opère essentiellement au profit du secteur tertiaire. La monétarisation du secteur agricole se réalise progressivement, sans provoquer un accroissement sensible du pouvoir d'achat réel des agriculteurs.

L'examen de cette première question essentielle conduit les auteurs à aborder un autre problème, non moins important : selon quelles modalités doit évoluer la nature des revenus des travailleurs agricoles ? fondée essentiellement sur l'autoconsommation dans le système traditionnel, elle évolue vers un type salarial ou coopératif, avec le passage à de grandes unités de production modernes. Or, les aspects positifs pour la condition des agriculteurs ne sont pas démontrés dans tous les cas.

Le premier chapitre est consacré à la mesure des revenus : régime d'autosuffisance, de petite production marchande et de grandes plantations posent des problèmes de concepts de revenu. Celui-ci est à la fois la contrepartie de l'activité productive, une capacité de dépense, un indicateur de niveau de vie. Les services statistiques sont soit macroéconomiques et souvent peu utilisables, car les indices de prix n'existent par exemple que dans les grandes villes..., soit microéconomiques : le nombre des monographies utiles s'accroît fort heureusement.

On est cependant toujours conduit à des approximations : valent-elles mieux que l'absence de toute information ? « Une approximation grossière vaut mieux que l'absence de mesure, mais l'ignorance reconnue vaut mieux que l'illusion d'une mesure ». Toutefois, les travaux récents dans ce domaine procurent les bases sur lesquelles pourraient se construire demain une méthodologie sérieuse dans ce domaine.

Dans les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> chapitre, la structure des revenus (leurs déterminants) et leurs niveaux par pays sont étudiés. Ils montrent combien le phénomène de disparité dans le secteur agricole est massif. Mais le salaire ne constitue qu'une fraction des ressources, quel que soit le secteur dans lequel se trouve le travailleur. Dès lors, les comparaisons intersectorielles sont peu précises... Il faut se lancer dans les enquêtes par budget de ménage, à condition d'inclure grandeurs monétaires et quantités physiques. Quelques tendances se dégagent :

- Dans le secteur agricole, les salariés sont peu nombreux, et une politique des revenus ne peut se réduire à une politique des salaires. Elle doit agir sur la part la plus difficile à atteindre : le revenu en nature.
- Partout les niveaux de revenus paraissent bas, proches du minimum vital, quel que soit le modèle de développement choisi.
- Partout les disparités entre régions, entre secteurs, entre catégories socio-professionnelles sont importantes : c'est tout l'équilibre économique qui est en cause dans une politique des revenus.

Les auteurs ont tenté, au chapitre 4, d'examiner le reflet des politiques de développement agricole sur l'évolution effective des revenus, et la conséquence du choix d'objectifs explicites sur la cohérence de la politique globale de développement économique.

Par exemple, l'élévation des revenus nominaux peut correspondre à une stagnation du pouvoir d'achat, si l'appareil productif ne peut répondre à la nouvelle demande. Une simple augmentation des prix agricoles accentue, au sein de la petite production marchande, les inégalités. Seule une politique de production atteignant l'agriculture vivrière serait susceptible de les faire croître, mais elle serait coûteuse et efficace seulement à long terme.

Comment éviter que l'action des pouvoirs politiques n'augmente surtout les consommations inutiles ou dangereuses ? Sans nier l'existence de possibilités d'action, il faut se méfier de celles qui sont isolées : les mécanismes en jeu sont trop complexes.

L'expérience des pays africains est instructive dans la mesure où elle montre les limites d'une politique de développement de l'agriculture, centrée uniquement sur les cultures d'exportation. Commercialisés par les intermédiaires privés, les gains de productivité physique ne se répercutent pas au niveau des revenus des paysans. Quant aux programmes de développement rural, ils sont perçus comme contraignants, rencontrent méfiance et passivité, et risquent de briser la cohésion des communautés villageoises, en amplifiant les disparités de revenus.

Heureusement, les politiques s'infléchissent depuis peu en direction des productions vivrières destinées à la consommation interne. On tend à développer le mouvement coopératif. On réorganise certains offices publics de commercialisation.

Toutes ces mesures peuvent être prises aussi bien si le modèle de développement fait appel à l'initiative privée et à l'ouverture sur les marchés internationaux, que si le modèle retenu accorde la priorité à une politique largement contrôlée par le secteur public.

Au total, une synthèse approfondie, méticuleuse et réfléchie, qui passionnera tous ceux qu'intéressent les pays en voie de développement. Là aussi, les progrès de la connaissance sont évidents, et permettent une meilleure compréhension des phénomènes.

(Ph. Mainié)